ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Finances Publiques

Question au Gouvernement n° 1889

Texte de la question

FINANCES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth.

M. Éric Woerth. Monsieur le Premier ministre, face à la crise sociale, le Gouvernement va de renoncement en renoncement. *(Protestations sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Le premier renoncement concerne l'équilibre de nos finances publiques. Et ce n'est pas un sujet comptable, car les finances publiques sont les finances de tous les Français. Malgré une croissance française qui résiste mieux, compte tenu d'une moindre exposition à l'économie mondiale, vous dégradez de 45 % votre objectif de réduction des déficits publics sur la durée du quinquennat. L'écart avec nos voisins européens se creuse : en 2018, le déficit public de la France excède de près de 2 points celui de la zone euro. Vous avez abandonné votre objectif de réduction de la dette publique de 5 points de PIB. Vous avez abandonné l'idée de baisser la dépense structurelle de notre pays, qui repartira à la hausse dès cette année. Quand on se compare, monsieur le Premier ministre, on se désole.

Le deuxième renoncement a trait aux réformes indispensables. Les propos du Président de la République sont très vagues. Et quand c'est vague, c'est qu'il y a du vague à l'âme. *(Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)* Vous n'y croyez plus, vous ne croyez plus à la réforme en profondeur de notre pays ; vous vous contentez de quelques ajustements. (Mêmes mouvements.)

M. le président. Chut !

M. Éric Woerth. Vous évitez soigneusement d'aborder le débat sur l'âge de départ à la retraite, sacrifiant ainsi la pérennité financière du système. Vous renoncez à votre objectif de supprimer 120 000 postes dans la fonction publique, condition indispensable de la réforme de l'État.

Chaque prise de parole du Président de la République coûte 10 milliards d'euros à la France. Entre décembre et avril, nous sommes à près de 20 milliards d'euros de mesures nouvelles non financées. Vous distribuez l'argent public que vous n'avez pas. Vous créez du pouvoir d'achat sur du sable. Le financement de cette injection massive de fonds publics repose sur deux leviers qui n'en sont pas : d'abord, l'augmentation de l'impôt sur les sociétés et la suppression de niches fiscales ; ensuite, le recours à l'endettement, mettant ainsi à contribution les générations futures.

Cerise sur le gâteau, à un mois des élections européennes, vous allez transmettre à la Commission européenne une trajectoire de finances publiques erronée. Monsieur le Premier ministre, est-ce cela, pour vous, l'art d'être européen ? (Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.* Je vous prie de bien vouloir excuser Gérald Darmanin, absent cet après-midi, qui m'a demandé de répondre à sa place à votre question, monsieur le président Woerth. *(Protestations sur les bancs du groupe LR.)*

Vous avez pointé ce qui, selon vous, s'apparenterait à deux renoncements, alors qu'il s'agit en réalité, à nos yeux, de la meilleure façon de tracer le sillon…

M. Fabien Di Filippo. Droit dans le mur !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État.* …des engagements pris par le Président de la République en 2017.

M. Pierre Cordier. Socialiste !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État.* En matière d'équilibre budgétaire, nous tenons notre trajectoire,…

M. Éric Straumann. La trajectoire de Hollande !

M. Patrick Hetzel. Donc celle de Macron !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État.* …comme l'illustrent les chiffres de 2017 et de 2018. En effet, pour la première fois depuis 2006, le déficit budgétaire est maintenu sous 3 % du PIB pour la deuxième année consécutive – en 2018, il s'est établi à 2,5 %, au lieu des 2,7 % prévus. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM. – Exclamations sur quelques bancs du groupe LR.)*

Nous poursuivrons cette trajectoire, avec l'objectif de tendre vers un déficit de 1 % en 2022, afin de tenir, là encore, les engagements du Président de la République. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

En 2018 encore, pour la première fois – vous le savez mieux que quiconque –, les dépenses publiques en volume se sont rétractées, de 0,3 %, grâce aux efforts de l'État, à la maîtrise des dépenses de fonctionnement des collectivités et aussi à la réforme du système de sécurité sociale.

Nous allons continuer à travailler, car il est vrai qu'il reste du chemin à accomplir, notamment pour continuer de réduire les prélèvements obligatoires, qui ont baissé de 0,2 point en 2018, afin de rendre du pouvoir d'achat aux Français et de la compétitivité aux entreprises. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Nous allons continuer à travailler pour stabiliser la dette et tenir les engagements que nous avons pris collectivement – pas seulement cette majorité…

M. Pierre Cordier. Il y a deux ans, vous la critiquiez !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État.* …mais l'ensemble de la nation – devant les autorités européennes. Nous le ferons en réformant l'allocation chômage, en transformant la fonction publique, en réformant le système de dépendance, autant de mesures annoncées et confirmées par le Président de la République jeudi puis par le Premier ministre, devant tout le Gouvernement, hier. Nous travaillons d'arrache-pied et les résultats sont au rendez-vous. Peut-être est-ce cela qui déplaît le plus à votre famille politique. Vous nous reprochez d'avoir injecté 17 milliards d'euros dans l'économie, alors que vous défendiez il y a quelques semaines une proposition de loi visant à engager 20 milliards d'euros de dépenses. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)

Mme Olivia Gregoire. Bravo !

Données clés

Auteur : M. Éric Woerth
Circonscription : Oise (4e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1889
Rubrique : Finances publiques
Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)
Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 1er mai 2019
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 1er mai 2019